

Télécommunications au Canada

LE TRANSPORT AÉRIEN

LA POSSIBILITÉ D'UNE UNITÉ DE NÉGOCIATION DISTINCTE
POUR LES GENS DE L'AIR DU QUÉBEC

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre des Transports.

Le ministre serait-il en mesure de dire à la Chambre s'il entend toujours respecter la promesse qu'il avait faite il y a quelque temps aux gens de l'air, savoir qu'il présenterait une modification à la loi sur les relations de travail dans la Fonction publique, afin de permettre, d'une part, la désaffiliation, et d'autre part, l'accréditation des associations autonomes des contrôleurs aériens du Québec?

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Le libellé de l'entente que nous avons conclue diffère de celui qu'a utilisé le député et, de toute façon, ce n'est pas moi, mais un autre ministre qui devrait prendre les mesures en question. Cependant, je garantis au député que le gouvernement tiendra toutes les promesses faites aux Gens de l'air.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA LOI ANTI-INFLATION

LES RENVOIS AU DIRECTEUR

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'aimerais déposer les documents présentés au directeur en vertu de la loi anti-inflation au sujet de la municipalité de Dryden, district scolaire 60, Peace River nord, du Health Sciences Centre, Winnipeg, et de R. Angus, Alberta, Limited.

* * *

[Français]

LA LOI SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

MESURE CONCERNANT LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre des Communications) demande à présenter le bill C-43 intitulé «Loi concernant les télécommunications au Canada».

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

[Traduction]

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège au sujet de la déclaration faite par le ministre des Transports. Je demande à Votre Honneur de lire les allégations contenues dans la déclaration du ministre des Transports afin de voir si elles sont anti-parlementaires ou non. Si elles ne le sont pas, j'ai été induit en erreur pendant 37 ans.

[M. l'Orateur.]

M. L'Orateur: A l'ordre. Le très honorable représentant de Prince Albert a parlé brièvement plus tôt de la réponse du ministre des Transports. J'ai saisi le mot «duperie» dans la réponse du ministre. A ce moment-là, je n'ai pas pu me rendre compte si ce mot avait été utilisé de façon blessante ou anti-parlementaire. Puisque le très honorable représentant m'y invite, j'examinerai les mots utilisés et j'essaierai de déterminer demain s'il y a lieu d'inviter d'autres députés à donner leur avis sur la possibilité de soulever la question de privilège.

Des voix: Retirez ce que vous avez dit dès maintenant.

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Je pense que ma question a été mal saisie. Celle que j'ai posée à l'honorable ministre du Revenu national pendant la période des questions orales n'était pas la même que celle posée par un de mes préopinants. Il s'agit de gens qui, contrairement à ce que le ministre a dit, ont déjà demandé des déductions d'impôt, et qui se sont vu refuser ces déductions par le ministre du Revenu national. J'aimerais avoir le privilège de revenir sur cette question, puisqu'il ne s'agissait pas du tout de la répétition d'une question posée précédemment.

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai écouté très attentivement les détails de la question posée cet après-midi par l'honorable député de Lotbinière, avec l'intention d'accepter la question si c'était possible, mais j'ai eu l'impression qu'il s'agissait exactement de la même question que celle posée auparavant. Si je suis dans l'erreur, après avoir examiné les mots exacts de la question, je vais certainement donner la parole demain à l'honorable député de Lotbinière, pour qu'il la repose.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

LE RAPPORT ANNUEL DE L'OFFICE DE COMMERCIALISATION DU
POISSON D'EAU DOUCE

M. Cecil Smith (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'avais l'impression que le rapport annuel de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce allait être déposé aujourd'hui. Qu'en dit le ministre?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Pêches et de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, j'ai le grand plaisir d'informer le député que j'ai signé la lettre d'envoi et que j'en ai fait la remise au greffier de la Chambre juste avant la période des questions.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on répond aujourd'hui aux questions n^{os} 1054, 1494, 1740, 1787, 1815, 1925, 2011 et 2063.